FENIP info

FENIP
الجامعة الوطنية لصناعات تحويل و تثمين السمك
FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION ET DE VALORISATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Crise Énergétique : Les Mesures Clés Demandées pour l'Industrie

État des Lieux : Un Impact Critique sur la Filière

La hausse vertigineuse des prix de l'énergie place l'industrie de transformation et de valorisation des produits de la mer sous un « effet de ciseaux » particulièrement dangereux.

- Explosion des charges opérationnelles : Le carburant représente souvent une grosse part des charges d'exploitation de la flotte de pêche.
- Raréfaction de la matière première : La hausse des coûts réduit drastiquement les sorties en mer, ce qui impacte l'approvisionnement des usines.
- Menace sur la chaîne de valeur : L'industrie dépend d'une chaîne du froid ininterrompue et d'une logistique export intensive, deux postes directement frappés par la hausse du gasoil.
- Inflation des intrants : À la crise énergétique s'ajoute l'envolée des prix des emballages (métal, boîtes de conserve, barquettes) et des huiles de couverture, comprimant des marges déjà critiques.

Analyse des mesures gouvernementales actuelles

Le gouvernement a récemment relancé des aides exceptionnelles pour les transporteurs (dispositif opérationnel depuis le 20 mars 2026). Ces mesures évitent un blocage total de la logistique nationale et limitent la répercussion immédiate sur le prix de vente au consommateur final.

Ces aides ciblent principalement le transport de marchandises et de voyageurs. Pour les industriels de la pêche, l'absence d'un "gasoil professionnel" spécifique ou d'une aide directe à la pompe pour les armateurs crée une distorsion. Le soutien à la trésorerie est utile, mais ne règle pas le problème de la compétitivité à l'export face à des concurrents internationaux bénéficiant de subventions énergétiques plus agressives.

Mesures additionnelles proposées

Afin d'amortir ce choc, bien que certains observateurs le considèrent comme conjoncturel, plusieurs mesures pourraient être envisagées :

- Il s'agirait, d'abord, de mettre en place un mécanisme de « cliquet » fiscal permettant une réduction temporaire de la Taxe Intérieure de Consommation (TIC) sur le gasoil utilisé par les unités de pêche et les industries de transformation lors des périodes de forte tension. ***(Taxe flottante)***
- Ensuite, la création ou le renforcement d'un fonds de soutien à la décarbonation permettrait d'accélérer les subventions destinées à l'équipement des usines en énergies renouvelables, notamment le solaire thermique et le photovoltaïque, afin de limiter leur dépendance énergétique.
- Par ailleurs, un accompagnement des groupements d'achats au sein de la FENIP pourrait favoriser le recours à des contrats de couverture (hedging), afin de sécuriser des volumes de carburant à prix fixe sur des horizons de trois à six mois.

Enfin, un soutien ciblé à l'exportation, à travers une bonification des primes, contribuerait à compenser le renchérissement des coûts logistiques vers les marchés européens et ouest-africains.

Regard sur l'International

D'autres nations ont déjà activé des leviers d'urgence face à cette crise mondiale :

- **Le président de la commission de la pêche de l'UE appelle à une action d'urgence face à la hausse des prix des carburants due à la guerre en Iran**

Face à l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient et à l'escalade des tensions liées au conflit en Iran, le secteur de la pêche européen traverse une zone de fortes turbulences. Mardi 17 mars, Carmen Crespo Díaz, présidente de la commission de la pêche au Parlement européen, a officiellement interpellé la Commission européenne pour réclamer une intervention immédiate et le déploiement de mesures de soutien exceptionnelles.

Cette flambée des prix du pétrole impacte directement la viabilité des entreprises de pêche, puisque le carburant constitue l'un des principaux postes de dépenses de la flotte. La hausse continue des tarifs du gasoil menace ainsi la rentabilité des professionnels et ravive les inquiétudes de toute la filière, qui craint une crise économique profonde et durable.

S'appuyant sur l'expérience des aides mises en place en 2022, Carmen Crespo Díaz enjoint l'exécutif européen à réactiver rapidement les mécanismes d'urgence. L'objectif est de mobiliser des dispositifs de crise sur le modèle des mesures passées afin de garantir la survie de la flotte européenne face à ce nouveau choc énergétique.

- **La France annonce une aide au carburant pour les pêcheurs touchés par la guerre contre l'Iran**

Face à l'instabilité géopolitique et à la flambée des prix de l'énergie causée par le conflit en Iran, le gouvernement français a déployé un plan de soutien d'envergure de 70 millions d'euros pour protéger ses secteurs économiques fragiles. Au sein de cette enveloppe, environ 5 millions d'euros sont spécifiquement alloués à la filière halieutique pour compenser l'augmentation du coût du gazole marin. Concrètement, l'État s'engage à verser une aide de 0,20 euro par litre aux navires de pêche sur présentation de facture, un coup de pouce crucial sachant que ce carburant bénéficie déjà, par ailleurs, d'une exonération de taxes.

Au-delà de cette aide directe à la pompe, l'exécutif a mis en place une série de dispositifs visant à soulager la trésorerie des entreprises de pêche. Ces mesures incluent un échelonnement des cotisations sociales sans frais ni majoration, ainsi qu'un étalement des échéances fiscales. Pour les petites et moyennes structures les plus touchées, des « prêts flash carburant » allant de 5 000 à 50 000 euros sont désormais accessibles via Bpifrance. Ces emprunts, proposés à un taux de 3,80 % sans exigence de garanties, permettent de maintenir une liquidité immédiate face à l'imprévu.

Enfin, l'action gouvernementale se double d'une offensive diplomatique et bancaire pour assurer la pérennité de la flotte française. La ministre de la Mer a sollicité l'aval de la Commission européenne pour instaurer des aides directes pérennes et réviser le cadre réglementaire lié à la décarbonation des navires. Parallèlement, un dialogue a été instauré avec le secteur bancaire afin d'inciter les établissements financiers à faire preuve de souplesse dans l'examen des dossiers des professionnels en difficulté, garantissant ainsi un accompagnement global face à cette crise énergétique.

- **L'Espagne annonce une aide de 25 millions d'euros à sa flotte de pêche en réponse à la guerre contre l'Iran.**

Le gouvernement espagnol a annoncé une aide de 25 millions d'euros (29 millions de dollars) à sa flotte de pêche commerciale, dans le cadre d'un plan de 877 millions d'euros (1 milliard de dollars) destiné à compenser la hausse des prix du carburant et les autres difficultés engendrées par le conflit en Iran. « La hausse des prix de l'énergie affecte également le secteur de la pêche, directement par le biais du coût du carburant et indirectement par son impact sur d'autres coûts de production, comme l'emballage du poisson congelé. De plus, la fermeture de l'espace aérien entrave la rotation des équipages.

- **La flambée des prix du carburant a immobilisé près de la moitié de la flotte de pêche thaïlandaise, suscitant des craintes quant à l'approvisionnement.**

La flambée des prix du carburant a contraint plus de 40 % des navires de pêche commerciale thaïlandais à rester à quai. L'Association nationale des pêches de Thaïlande (NFAT) alerte sur le fait que la hausse des coûts fixes rend les sorties de pêche non rentables. Selon le Pattaya Mail, le président de la NFAT, Trairerk Muesanthad, a averti que le marché thaïlandais des produits de la mer risque de connaître une pénurie d'approvisionnement si les prix à quai n'augmentent pas pour compenser ces coûts, ce qui pourrait compromettre la sécurité alimentaire du pays.

- **Face à la hausse des prix des carburants, les responsables de l'UE s'efforcent d'accélérer la transition des flottes de pêche vers des énergies alternatives aux combustibles fossiles.**

Le commissaire européen à la pêche et aux océans, Costas Kadis, a réitéré son appel à la transition énergétique des flottes de pêche, qui doivent désormais abandonner les énergies fossiles, dans un contexte de guerre en Iran ayant entraîné une flambée des prix du carburant à travers le monde. De la Thaïlande aux États-Unis, les pêcheurs professionnels envisagent de maintenir leurs navires à quai plutôt que de laisser la hausse des coûts du carburant grignoter leurs faibles marges de manœuvre. En Europe, certains gouvernements nationaux ont commencé à apporter un soutien financier.